

COVID-19

contre la propagation du virus,
adoptons les gestes réflexes!



Lavez-vous
régulièrement
les mains



Toussez et
éternuez dans
le coude



Utilisez des
mouchoirs à
usage unique



Évitez de
donner la main



Restez à la
maison



Portez un
masque



Numéro vert

800 00 50 50

SAMU

15 15

Cellule de gestion du COVID 19

78 172 10 81 / 76 765 97 31 / 70 717 14 92

Service d'information (tout opérateur)

#2121#

#Cov19Sn @UVS_Senegal @MinisteredelaS1 @cousenegal @ligueblogsante

INTERVIEW



Dr Abdoul Alpha **DIA**,

*Economiste. Directeur des Etudes, de
la recherche et de l'Innovation à l'UVS.*

La pandémie de la Covid 19 a plongé les grandes, comme les petites économies dans une crise socio-économique sans précédent. De ce fait, les États et les populations se retrouvent à combattre sur deux fronts : un front sanitaire, et un autre, non moins important, un front économique. Quelles sont les conséquences de cette pandémie sur les économies, notamment au Sénégal ? Comment appréhender l'après crise du point de vue socio-économique ? Quid des rapports entre l'occident et les pays africains ? Pour répondre à toutes ces questions, « Avis d'expert » reçoit le Docteur Abdoul alpha DIA, enseignant-chercheur en sciences économiques et Directeur des Études, de la Recherche et de l'Innovation (DERI) à l'Université virtuelle du Sénégal (UVS).

Bonjour Docteur DIA, la pandémie du coronavirus était loin de toute prévision. Ayant débuté en décembre en Chine, elle s'est propagée dans le monde en moins de trois (3) mois, chamboulant ainsi toutes les structures économiques, mêmes celles qui semblaient très solides. Comment analyseriez-vous la rapidité de son impact sur les économies ?

« La rapidité de l'impact de la covid-19 s'explique avant tout par le fait que l'économie repose d'abord et avant tout sur les hommes. »

La rapidité de l'impact de la covid-19 s'explique avant tout par le fait que l'économie repose d'abord et avant tout sur les hommes. Il est vrai que des évolutions telles que la financiarisation de l'économie, la dématérialisation des transactions ou le développement technologique avaient fini par nous faire oublier une telle évidence. Dès lors cependant que les hommes sont affectés, l'économie ne peut être en reste. Il est vrai aussi que la covid est probablement la première vraie crise mondiale, en ce sens qu'elle n'a épargné aucune région du monde, aucun pays de la planète. La vitesse de transmission du virus à l'échelle mondiale traduit donc le fait que nous vivons désormais dans un véritable village planétaire.

Pensez-vous qu'il existe un plan « prêt à appliquer » pour sortir les États du gouffre ?

« Il ne peut pas y avoir de plan « prêt à appliquer » tout simplement parce que cette crise est inédite. »

Si un tel plan existait, cela se saurait. Il ne peut pas y avoir de plan « prêt à appliquer » tout simplement parce que cette crise est inédite. Non seulement, on ne l'a jamais vécu, mais aussi personne n'avait jamais pensé que cela pouvait arriver, en dehors peut être de ceux qui lisent l'avenir sur une boule de cristal. Pour sortir de cette crise, il n'y a que deux possibilités qui peuvent être envisagées. Soit, on découvre la solution médicale qui permet de vaincre le virus ou de s'en protéger durablement, soit on trouve quand même les moyens de cohabiter avec le virus. La grande différence

entre ces deux hypothèses, c'est que la première est l'affaire de quelques spécialistes, issus essentiellement du secteur de la recherche ou du monde médical, tandis que la seconde interpelle chacun d'entre nous.

D'ailleurs, la situation est-elle aussi alarmante du point de vue socio-économique, comme on le prétend ?

« Il y a assurément de très fortes raisons d'être inquiets. »

Tout dépend, selon qu'on apprécie la gravité de la situation à partir de l'instant actuel, ou de celui d'après. Au jour d'aujourd'hui, on ne peut pas encore vraiment parler de catastrophe économique, bien que l'économie, partout dans le monde, soit très fortement au ralenti, et que de très nombreux effets néfastes se fassent déjà sentir. Mais toute la question est de savoir qu'en sera-t-il dans les semaines ou les mois à venir ? Le FMI prévoit déjà, du fait de la covid-19, les pires conséquences économiques depuis la Grande Dépression de 1929, ainsi qu'une croissance mondiale qui va devenir fortement négative en 2020. Il y a assurément de très fortes raisons d'être inquiets.

Le FMI avait aussi annoncé que le monde était entré dans une récession semblable à celle de 2008, voire plus grave. Peut-on faire un parallèle entre ces 2 crises ?

On peut difficilement faire le parallèle entre les deux crises, car elles n'ont ni la même origine, ni les mêmes manifestations. La crise de

2008 se distingue très fortement de la crise actuelle, pour au moins trois raisons. Premièrement, la crise de 2008 était une crise générée par le système économique lui-même. C'était avant tout une crise financière qui impliquait entre autres conséquences une crise de liquidité, des crises de solvabilité et une raréfaction du crédit aux entreprises. Deuxièmement, étant donné son origine financière, cette crise n'a pas véritablement eu le caractère mondial que certains analystes ont voulu lui prêter : en effet, les pays développés, au sein desquels le secteur financier occupe un poids très important au sein de l'économie, ont été de loin les plus affectés. Enfin, la crise financière de 2008 n'est pas la première du genre qu'a connue l'humanité, puisque bien d'autres crises financières l'ont précédée. Naturellement, lorsqu'on cumule ces trois éléments d'explication, on peut être amené à croire que le système économique était assez bien préparé pour faire face à la crise de 2008. Or la crise qui s'annonce du fait de la covid-19 se distingue fondamentalement de la crise de 2008 en chacun des trois points que j'ai tantôt évoqués : elle n'est pas le produit du système économique, elle est mondiale, et elle est inédite ! Comment sortir d'une crise économique qui n'est pas le fait du système économique, qui n'épargne aucun pays de la planète, et pour laquelle on n'a aucune expérience ? Vous conviendrez avec moi que les recettes qui ont permis de venir à bout de la crise de 2008 seront d'un bien maigre apport face à la pandémie.

A chaque fois que le continent africain est secoué par une catastrophe, la question de l'annulation de la dette est agitée. Pensez-vous que ce soit le meilleur moyen de venir en aide à ces pays ou s'agit-il d'une panacée des pays du Nord pour se donner bonne conscience ?

« L'Afrique doit définitivement s'affranchir d'un storytelling un peu humiliant et de la logique, celle de l'assistance, dont il rend compte. »

J'ai bien aimé la récente sortie de Boubacar Boris Diop sur la question, disant qu'avec ces débats autour de l'annulation ou de remise de dette, on enfermait l'Afrique dans un schéma de pensée et d'actions, et cela alors même que la situation actuelle exigerait d'autres discours et d'autres attitudes. Il ne s'agit pas de nier le poids exorbitant du service de la dette pour les pays africains, ce poids étant bien réel. Au Sénégal par exemple, qui est loin d'être le pays africain le plus endetté, le service annuel de la dette se chiffre à environ de 870 milliards F CFA, ce qui en fait le premier poste de dépense au sein du budget de l'État, dont il représente près de 22%. Cependant, dans une perspective mondiale, l'appréciation que l'on peut avoir de cette dette change. La dette africaine est en effet estimée à 365 milliards de dollars, soit moins de 1% de la dette mondiale des États. Cette dette n'est pas un problème à l'échelle du monde. Pourquoi devrait-elle l'être à l'échelle d'un continent qui représente quand même 15% de la population mondiale ?

Que penser également de cette dette lorsque l'on sait que chaque année, les flux financiers illicites qui saignent l'Afrique et qui vont dans les paradis fiscaux sont estimés à près de 50 milliards de dollars ? Par ailleurs, outre qu'elle recèle bien souvent des pièges, les fameuses conditionnalités, l'annulation de la dette n'est pas vertueuse en soi, surtout si elle n'entraîne pas un changement de paradigme ou des ruptures profondes, sur les plans économique, politique, etc. Les pays africains ont-ils tiré un grand avantage économique des annulations antérieures de dettes dont ils ont auparavant bénéficié ? J'en doute fort. L'annulation de la dette rendra-t-elle l'Afrique plus résiliente ou plus dépendante, va-t-elle accroître sa capacité à faire face certes à la crise, mais aussi aux défis pour l'avenir ? Je m'interroge, et en même temps, je pense néanmoins, tout comme Boris, que l'Afrique doit définitivement s'affranchir d'un storytelling un peu humiliant et de la logique, celle de l'assistance, dont il rend compte. L'Afrique doit changer de paradigme. Elle doit définitivement réaliser qu'elle ne peut compter sur la communauté internationale pour voler à son secours. Elle doit plutôt compter sur ses propres forces, et prendre son destin en main, une bonne fois pour toutes.

Qu'est-ce que cette crise va le plus détruire du point de vue socio-économique, selon vous ?

« A mon avis, si la crise perdurait, elle risquerait de distendre durablement les liens sociaux, déjà très fortement affectés par plus

d'un siècle d'un développement qui a davantage consisté à relier les marchés que les hommes. »

A mon avis, si la crise perdurait, elle risquerait de distendre durablement les liens sociaux, déjà très fortement affectés par plus d'un siècle d'un développement qui a davantage consisté à relier les marchés que les hommes. Les gestes dits barrières, dont on ne peut malheureusement pas se passer, traduisent en effet une vraie régression sociale, puisqu'il est très probable que les premiers hommes vivaient déjà ainsi, pour se protéger de l'autre, cet autre étant souvent considéré comme une menace. Désormais, pour survivre au coronavirus, on doit ou se confiner, ou se tenir à distance des autres, y compris de sa propre famille. Fondamentalement, c'est la confiance en l'autre qui est affectée. Cette crise de confiance pourrait d'ailleurs avoir des conséquences économiques dramatiques, puisque l'économie repose également sur la confiance. Par exemple, la relation de confiance précède et détermine la possibilité de l'échange, et par conséquent, l'économie, et plus encore l'économie de marché qui est devenue le système dominant, supposent une confiance réciproque. La crise de confiance pourrait aller plus loin, et affecter la relation qui lie le citoyen avec l'État. On le voit, ici et ailleurs, à travers les incompréhensions, les remises en question, et les contestations que suscitent auprès des citoyens, les politiques de riposte mises en place par les États. Qu'advierait-il si les citoyens ne faisaient plus confiance en l'État ? La mission

fondamentale du gouvernant est de « faire » l'avenir du citoyen. Si ce citoyen en venait à croire, à tort ou à raison, que son avenir est menacé du fait certes du virus, mais également des mesures prises par l'État et qui le mettraient en danger, alors ce citoyen risquerait fort de considérer cet État comme son plus grand ennemi.

Quelle analyse faites-vous du cas du Sénégal ? Quel impact pourrait avoir les mesures liées à l'état-d'urgence ?

« Des stratégies concertées, portées par des institutions en charge de l'intégration, telles que l'UA ou la CEDEAO, auraient été probablement plus indiquées, et plus efficaces. »

Face à la covid-19, le cas du Sénégal n'est pas particulier, ce qui ne signifie pas que le Sénégal n'a pas ses particularités. Mais fondamentalement, la situation du Sénégal n'est pas bien différente de celle du Mali ou de la Gambie, pour prendre des pays limitrophes. Nos structures économiques, sociales, démographiques... sont assez semblables, de même que nos atouts et nos fragilités. A ce sujet, il y a d'ailleurs lieu de regretter que les réponses apportées à ce jour par nos États résultent avant tout de stratégies nationales. Or des stratégies concertées, portées par des institutions en charge de l'intégration, telles que l'UA ou la CEDEAO, auraient été probablement plus indiquées, et plus efficaces. Pour en revenir au Sénégal, je ne pense pas que l'impact majeur provienne de l'état-d'urgence. L'état-d'urgence est justement l'une des conséquences de la

situation sanitaire, et à mon avis, c'est donc plutôt l'impact de cette crise sanitaire qu'il faudrait mesurer. Cet impact, je pense, dépendra avant tout de notre résilience, c'est-à-dire de nos capacités à encaisser les chocs, et à nous adapter. Les autorités ont déjà annoncé une baisse significative de la croissance attendue pour 2020, de 6,8% initialement prévue à moins de 3%. Bien évidemment, si la crise sanitaire venait à s'aggraver, la baisse de la croissance pourrait encore être plus forte.

Et les populations dans tout ça ? Quand on sait que notre économie est dominée par le secteur informel ?

« Cette crise pourrait renforcer les inégalités, qui sont déjà très fortes au Sénégal. »

Vous avez raison d'insister sur le secteur informel, qui est une caractéristique majeure de notre économie, puisqu'il représente près de 50% de la population active et environ 42% du PIB. Si l'on recense les secteurs impactés par la covid-19, on se rend compte que l'informel est prédominant dans un grand nombre de ces secteurs : commerce, transport, BTP, tourisme, etc. Mais ne l'oublions quand même pas, l'informel a aussi une grande faculté d'adaptation, qui s'explique notamment par la faiblesse des coûts d'entrée ou de sortie. On le voit bien avec toutes ces activités économiques qui émergent à la suite de la covid-19, et qui sont portées par ce secteur informel. La question reste maintenant de savoir si le cumul des gains pourra compenser celui des pertes.

Quant aux populations, elles risqueraient malheureusement de payer le prix fort pendant cette crise. Les personnes disposant d'un salaire ou d'une protection sociale étant très minoritaires au Sénégal, le ralentissement de l'activité économique risquerait d'avoir des conséquences dramatiques pour le plus grand nombre. Malheureusement, et du fait toujours de la crise, les filets sociaux traditionnels que sont la solidarité nationale ou les transferts monétaires des migrants, risqueraient également de moins bien fonctionner. Cette crise pourrait donc renforcer les inégalités, qui sont déjà très fortes au Sénégal. Toutefois, la même remarque énoncée pour le secteur informel vaut également pour nos populations qui, elles aussi, disposent de grandes facultés d'adaptation. Qu'est-ce en effet le sous-développement, si ce n'est peut-être la capacité démontrée des populations à survivre à tout, même à l'impensable ?

Quelles mesures pourraient être pertinentes pour relancer rapidement les économies, déjà déstructurées par la pandémie, notamment au Sénégal ?

« Je crois que toutes les structures d'appui aux entreprises qui existent au Sénégal devraient, si ce n'est pas encore fait, agir dès maintenant... »

Dire que nos économies sont déjà déstructurées serait peut-être exagéré. Mais c'est vrai, si les bonnes mesures ne sont pas prises, elles pourraient l'être très vite. Il y a, de mon point de vue, un équilibre à

préserver entre les mesures visant à solutionner les conséquences immédiates de la crise, et celles dont l'objectif viserait plutôt à préparer l'après-covid-19. Pour l'instant, le gouvernement semble surtout privilégier les premières mesures, comme l'illustrent les mesures de soutien aux ménages, aux entreprises et aux sénégalais de l'extérieur les plus affectés par la crise. L'agriculture joue un rôle crucial au sein de l'économie et de la société au Sénégal, qui est insuffisamment reflété par sa contribution au PIB, près de 20%. Aussi, quelles mesures de soutien ont été prises ou seront prises pour préparer et accompagner nos paysans à faire face à la prochaine campagne agricole ? Par ailleurs, comment nos entreprises seront-elles accompagnées afin d'être performantes et compétitives dans un monde post-covid-19 ? Je crois que toutes les structures d'appui aux entreprises qui existent au Sénégal devraient, si ce n'est pas encore fait, agir dès maintenant dans ce sens. Le soutien au numérique, à la technologie, et à l'innovation devraient à mon avis être au cœur des stratégies à déployer. Le soutien ne doit pas être seulement de nature financière, il doit aussi s'agir d'accompagner les acteurs à changer d'état d'esprit, et donc à comprendre et à saisir toutes les opportunités nouvelles qui pourraient surgir.

Comment entrevoyez-vous l'après pandémie du point de vue socio-économique ?

« Comme l'a défendu récemment l'historien Yuval Harari, les

décisions que les citoyens et les gouvernements prendront au cours des jours ou des semaines à venir façonneront probablement le monde pour de très nombreuses années. »

Il est difficile de dire avec précision ce que sera le monde d'après. Toutefois, comme l'a défendu récemment l'historien Yuval Harari, les décisions que les citoyens et les gouvernements prendront au cours des jours ou des semaines à venir façonneront probablement le monde pour de très nombreuses années. Elles impacteront durablement nos systèmes de santé, notre organisation économique, nos systèmes politiques, nos modèles de société, etc. Cette pandémie laissera donc très certainement des traces profondes tant sur la société que sur l'économie. Plus rien ne sera donc comme avant.

On pourrait émettre plusieurs hypothèses. Dans une perspective optimiste et heureuse, nous sortons de cette crise plus forts, nous gagnons en sagesse, en discernement, et en résilience. Nous redécouvrons l'importance de secteurs qui avaient été plus ou moins délaissés comme la santé, la protection sociale, les services aux personnes, etc. On comprend pour de bon que les secteurs essentiels de l'activité économique ne sont pas nécessairement ceux qui génèrent les plus gros profits. Le travailleur manuel est réhabilité, puisque l'on comprend mieux que c'est lui qui produit les biens ou les services essentiels dont l'humanité a besoin : le boulanger, le cuisinier, le paysan, l'éboueur, etc. L'économie prend un virage plus social, plus humain, plus éthique. Dans une

autre hypothèse, plus pessimiste, on tourne peut-être la page, mais sans avoir vraiment pris la peine de bien la lire. Les hommes et les sociétés se barricadent, sous l'emprise du traumatisme et de la peur. La solidarité et l'entraide reculent. Les égoïsmes prospèrent, tant au sein des nations qu'au niveau mondial, et les conflits se multiplient. Une période sombre s'ouvrirait pour l'humanité, d'autant plus qu'elle serait très affaiblie pour venir à bout des crises et des pandémies qui ne manqueront pas de survenir.

Est-ce que l'Afrique peut sortir plus forte de la crise ?

« Si la covid-19 menace tant l'Afrique, faisant craindre à certains le pire, c'est bien parce que nos systèmes de santé y sont en lambeaux... Alors qu'elle abrite près de 15% de la population mondiale, l'Afrique représente seulement 1,3% des professionnels de la santé ! »

L'Afrique sortira plus forte de la crise si elle s'inscrit dans la première hypothèse que je viens d'énoncer. Gagnerons-nous en sagesse et en intelligence ? Ces qualités, je crois, ont souvent fait défaut à nos États, depuis les indépendances. Il est vrai aussi que l'échec des politiques de développement en Afrique tient aussi et surtout à l'absence de solutions endogènes. Les États africains ont trop souvent subi l'influence de maîtres-à-penser externes au continent, même lorsque ces derniers ont prôné le désengagement de l'État, au point de considérer la santé ou l'éducation comme des secteurs non-prioritaires, ce qui est une aberration économique, sociale

et politique. Si la covid-19 menace tant l'Afrique, faisant craindre à certains le pire, c'est bien parce que nos systèmes de santé y sont en lambeaux. Alors qu'elle abrite près de 15% de la population mondiale, l'Afrique représente seulement 1,3% des professionnels de la santé ! L'Afrique peut sortir plus forte de la crise si celle-ci devient un électrochoc et non un anesthésiant. Si cet électrochoc nous conduit à réexaminer nos priorités, à investir davantage dans la santé, l'éducation, l'agriculture, les sciences ou les technologies, à renforcer nos institutions en charge de l'intégration, à mettre en place des politiques exploitant davantage

le potentiel que constitue la jeunesse, à veiller à réduire notre dépendance à l'égard de l'étranger, alors oui, nous sortirons renforcés de la crise.

Votre dernier mot ?

Je vous remercie de l'opportunité que vous m'avez donnée de m'exprimer autour de la covid-19, et vous félicite pour les nombreuses initiatives de la Direction de la Communication et du Marketing en cette période trouble. En vous engageant dans la diffusion des idées et la mise en place d'espaces de dialogue, vous nous rappelez que chacun d'entre nous peut, à sa manière, contribuer à la lutte contre la covid-19.

Entretien réalisé par Garmy SOW

Chargée de communication

externe à la Direction de la

Communication et du marketing



☎ 5 Cité COMICO, Liberté 6 VDN
✉ BP : 15126 Dakar-Fann
📍 Tél. : +221 33 867 12 67



☎ Cité Keur Gorgui - Résidence Maty
✉ BP : 15126 Dakar-Fann
📍 Tél. : +221 33 867 12 67